

138LH194/3

c 1939-19607

D 734/127

Exécution et réception de contrat, Région  
de l'Ouest

Nettoyage et entretien des bureaux et locaux  
aménagement de Paris et Lagane.

r

6/3/1939

734.127

C O P I E D 152373 / 1

faite le 8/3/1939

|  |           |
|--|-----------|
| SOCIÉTÉ NATIONALE<br>DES CHEMINS DE FER<br>DIRECTION GÉNÉRALE<br>- 8 MARS 1939 |           |
| Dossier<br><b>D</b>  | 734/127/6 |

Ministère  
des  
Travaux Publics

PARIS, le 3 Mars 1939

Direction Générale  
des Chemins de fer  
et des Transports.

Le Ministre

1<sup>er</sup> Bureau

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des Chemins de fer

*Se de App<sup>ts</sup>  
Commandes et Marchés  
pour attribution  
qui. Semples*

Conformément aux prescriptions de la dépêche ministérielle  
du 22 Octobre 1938 concernant la concession à des entreprises  
privées de travaux à effectuer dans l'enceinte du chemin de  
fer, vous m'avez soumis par lettres des 31 Janvier et 6 Fé-  
vrier 1939 aux fins d'autorisation préalable :

1°) un marché relatif à l'exécution de divers travaux  
de manutention aux magasins de NANTERRE et des BATIGNOLLES  
(lettre du 31 Janvier) ;

2°) un marché relatif à l'exécution du nettoyage général  
des bureaux de la Direction et des Services Centraux ins-  
tallés dans les locaux de la gare Saint-Lazare et des bâti-  
ments annexes (lettre du 6 Février).

Après examen par le Service du Contrôle et considérant  
que la clause de résiliation moyennant préavis d'un mois  
qui figure dans les deux marchés permettra à la Société  
Nationale de prendre, le cas échéant, toutes dispositions  
utiles pour employer le personnel qu'elle pourrait avoir  
en surnombre, j'autorise l'exécution des travaux en question



par des entreprises privées.

Le Ministre des Travaux Publics,

Pour le Ministre et par autorisation,

Pour le Conseiller d'Etat,  
Directeur Général des Chemins de fer et des  
Transports,

Le Directeur-Adjoint,

signé : MORONI.

COPIE adressée à Monsieur le Directeur du  
Service Commercial comme suite à sa lettre  
N° 503.144 13.535 du 9 Décembre.

Signé: RENOUARD

5 Janvier

42

D 734/127

COPIE CONFORME  
A L'ORIGINAL

Monsieur,

- 8 JANV 1942

DOSSIER

D

734/127

Pièce n°

10

Comme suite à votre lettre du  
2 Décembre, j'ai l'honneur de vous faire  
connaître que, pour tenir compte des  
conditions nouvelles que crée l'ouverture  
d'une salle de jeux dans l'immeuble situé  
54 Boulevard Haussmann dont votre Entreprise  
assure le nettoyage en vertu du traité  
du 15 Septembre 1938, je suis d'accord  
pour majorer de 200 Frs le prix forfaitaire  
mensuel actuellement fixé à 14.599 Frs.

Cette décision fait l'objet du nouvel  
avenant dont je vous adresse ci-joint  
2 exemplaires sur timbre.

Je vous demanderais de bien vouloir  
me retourner un exemplaire de cet avenant  
approuvé et revêtu de votre signature,  
l'autre exemplaire demeurant votre propriété.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance  
de ma considération la plus distinguée.

L'Inspecteur Général,

Signé: RENOUARD

Monsieur Raymond CRESSEAU,  
Administrateur de la Compagnie  
Parisienne du Nettoyage  
3, rue St-Lazare PARIS

|  |                        |
|--|------------------------|
| SOCIÉTÉ NATIONALE<br>DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS |                        |
| DIRECTION GÉNÉRALE                               |                        |
| - 8 JANV 1942                                    |                        |
| Dossier<br>D                                     | Pièce N°<br>734/147 10 |

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
88, rue St-Lazare, PARIS  
R.C. Seine N° 276.448 B

4<sup>e</sup> avenant au traité passé le 15 Septembre 1938 entre la Société Nationale des Chemins de fer Français et la Compagnie Parisienne du Nettoyage pour le nettoyage des locaux occupés 54, Boulevard Haussmann, à PARIS, par la Société Nationale des Chemins de fer Français et par les Services Financiers de la Compagnie des Chemins de fer du Midi.

Entre les soussignés :

La Société Nationale des Chemins de fer Français, 88, rue St-Lazare à PARIS, représentée par M. RENOUD, Inspecteur Général, d'une part,

Et la Compagnie Parisienne du Nettoyage, 88, rue St-Lazare à PARIS, représentée par M. CRESSBAUX, Raymond, Administrateur, d'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

Article premier

Pour tenir compte des conditions nouvelles que crée l'ouverture d'une salle de repos à l'usage des agents de la S.N.C.F. dans l'immeuble du 54, Boulevard Haussmann, le prix forfaitaire mensuel de 14.599 Frs (10.107<sup>f</sup> + 4.492<sup>f</sup>) prévu à l'article premier de l'avenant du 17 Octobre 1941 est majoré de 200 Frs et porté à 14.799 Frs.

T.S.V.P.

AVISE : M. le Directeur du Service Commercial, comme suite à sa lettre N° 503.144 13.535 du 9 Décembre.



Article 2

Le nouveau prix ainsi déterminé sera appliqué à partir du 1<sup>er</sup> Décembre 1941.

Article 3

Le traité du 15 Septembre 1938 et les avenants des 3 Février 1939, 17 Octobre 1941 et 13 Novembre 1941, restent en vigueur pour toutes les clauses non modifiées par le présent avenant.

Fait double à PARIS, le

24  
L  
1

DOSSIER

|  |          |
|--|----------|
| SOCIÉTÉ NATIONALE<br>DES CHIFFRÉS FRANÇAIS |          |
| DIRECTION GÉNÉRALE                         |          |
| 16 MARS                                    |          |
| Dossier                                    | Pièce N° |
| D 734 / 127                                | 11       |

16 Mars

42

COPIE CONFORME  
A L'ORIGINAL

Monsieur,

Par lettre en date du 5 courant, vous avez bien voulu me faire connaître qu'il ne vous était plus possible de nous maintenir les conditions que vous nous faisiez précédemment, et vous nous demandez notre accord pour majorer une deuxième fois de 20 %, à partir du 1<sup>er</sup> Mars, le prix forfaitaire actuel payé pour l'entretien des locaux d'archives de la rue de Budapest.

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'après examen de la question, je regrette de ne pouvoir répondre dans un sens favorable à votre demande.

En conséquence, le contrat constitué par les lettres des 14 Octobre 1938 et 27 Décembre 1941 cessera d'avoir effet à partir du 1<sup>er</sup> Avril 1942.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur Général,

Signé: RENOUARD

Compagnie Parisienne  
du Nettoyage,  
28, rue Saint-Lazare,  
PARIS

30 / 15

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES CHÈQUES DE PAIEMENT FRANÇAIS

DIRECTION GÉNÉRALE

21 MARS 1942

Dossier

D

734 / 127

Pièce n°

13

30 Mars

42

COPIE CONFORME  
À L'ORIGINAL

Monsieur le Chef de la Division  
des Affaires Générales et de la Publicité  
Service Commercial

Votre 503-15 2619 du 16 courant.

Il ressort de l'examen auquel nous  
avons procédé que le nettoyage des locaux  
du Boulevard Haussmann, exécuté en régie,  
serait moins onéreux.

Si vous décidez d'abandonner l'entre-  
prise, je suis disposé à assurer l'applica-  
tion de la nouvelle formule.

L'Inspecteur Général,

Signé: RENOARD



19 / 8

COPIE CONFORME  
A L'ORIGINAL

D 734/127

|           |   |             |    |
|-----------|---|-------------|----|
| SOCIÉTÉ   |   | 16 Avril    | 42 |
| DIRECTION |   | 17 AVR 1942 |    |
| Dossier   | D | 734 / 127   | 16 |

Monsieur le Chef  
du Service du Contrôle des Marchés  
100, Avenue de Suffren  
PARIS

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que le traité passé le 15 Septembre 1938  
avec l'Entreprise "Compagnie Parisienne de  
Nettoyage" pour l'entretien des locaux du  
Service Commercial, 54, Bd. Haussmann,  
PARIS, vient d'être dénoncé pour le 1<sup>er</sup>  
Juin 1942.

A partir de cette date, il cessera  
d'avoir effet.

Le Chef du Service Intérieur,

S. Rogliano

AVISE : M. WERNER, Inspecteur Divisionnaire au  
Secrétariat du Service Commercial à  
titre de renseignement.

1  
- 2 JANV 1958

21  
= 3 JANV 1958

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

~~83 RUE SAINT LAZARE PARIS XXIX TÉLÉPHONE 72100~~

T/MD •

DIRECTION GÉNÉRALE

cl

Le

2 JANV 1958

19

- :: -  
Contrôle des Marchés

- :: -  
GM 73-51/3791

H  
3.  
Monsieur le Directeur Général,

|  |                   |
|--|-------------------|
| SOCIÉTÉ NATIONALE<br>DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS<br>DIRECTION GÉNÉRALE |                   |
| - 8 JAN. 1958  |                   |
| Dossier<br>D 734   | File No<br>127 17 |

Je vous prie de bien vouloir  
trouver ci-joint, à titre de compte-  
rendu, copie de ma lettre du 30 dé-  
cembre 1957 aux Directeurs des Régions,  
concernant les conditions de révision  
des prix de certains services, le  
nettoyage des locaux en particulier.

Le Chef du Contrôle  
des Marchés,

*Desaugas*

M. le Directeur Général Hébert.

S.N.C.F.

-:-  
DIRECTION GENERALE

30 décembre 1957

-:-  
Contrôle des Marchés

-:-  
Réglementation des prix

-:-  
Nettoyage de locaux

-:-  
CM 73-51/3788

Monsieur le Directeur de la Région  
EST, NORD, OUEST, SUD-OUEST, SUD-EST, MEDITERRANEE

Je vous envoie ci-joint copie de l'arrêté  
n° 23.789 du 14 décembre 1957 (B.O.S.P. du 17 décembre)  
relatif aux prix des services assurés par les entrepri-  
ses de nettoyage de locaux, de gardiennage et de collecte  
d'ordures ménagères.

Aux termes de l'arrêté précité, les clauses  
de révision de prix, contenues dans les marchés passés  
avec les dites entreprises, peuvent être appliquées sous  
réserve que les majorations de prix résultant du jeu de  
ces clauses soient affectées d'un abattement de 20 %.

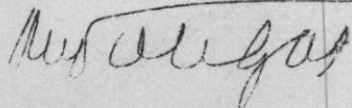
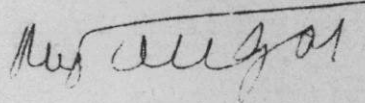
Les dispositions dont il s'agit permettent  
notamment de tenir compte, dans les conditions indiquées,  
des relèvements de salaires prévus à partir du 15 novem-  
bre 1957 par l'annexe n° III à la convention collective  
de travail des ouvriers et ouvrières des entreprises de  
nettoyage de locaux de la région parisienne, texte dont  
je vous envoie également copie.

COPIE à :

- M. le Directeur du Personnel
- M. le Directeur du Mouvement
- M. le Directeur du Matériel et de la  
Traction
- M. le Directeur des Installations Fixes
- M. le Directeur du Service des  
Approvisionnements
- M. le Directeur Commercial.

Le Chef du Contrôle  
des Marchés,

Le Chef du Contrôle  
des Marchés,





E X T R A I T  
DU BULLETIN OFFICIEL DES SERVICES DES PRIX  
N° du 17 décembre 1957

-----

N°23.789 - Arrêté relatif aux prix de certains services

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan  
et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu l'ordonnance du 23 novembre 1944 ;  
Vu l'ordonnance n° 45-1 483 du 30 juin 1945 relative aux prix ;  
Vu l'arrêté n° 23.716 du 27 août 1957 ;  
Après avis du comité national des prix,

Arrêtent :

Article 1er - Par dérogation aux dispositions de l'arrêté n°23.716 du 27 août 1957, les prix des services assurés par les entreprises de nettoyage de locaux, de gardiennage et de collecte d'ordures ménagères peuvent résulter du libre jeu de la formule de révision incluse dans les contrats intervenus avec leur clientèle. Les majorations ainsi obtenues doivent être diminuées d'un abattement forfaitaire de 20 %.

Article 2 - Lorsque les contrats relatifs aux services visés à l'article 1er ne comportent pas de formule de révision, les prestataires de ces services sont autorisés à incorporer dans leurs tarifs, tels qu'ils ont été déterminés en application de l'arrêté n° 23.029 du 5 mai 1955, les diverses majorations de leur prix de revient, sous déduction d'un abattement forfaitaire de 20 %.

Fait à Paris, le 14 décembre 1957.

Le ministre des finances,  
des affaires économiques et du plan,

Pour le ministre et par  
délégation :

Le directeur du cabinet,  
René LARRE

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Emile HUGUES.

-----

A N N E X E      N° III

à la

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
DES OUVRIERS ET OUVRIERES  
DES ENTREPRISES DE NETTOYAGE DE LOCAUX DE LA  
REGION PARISIENNE  
du  
22 DECEMBRE 1955

---

Entre :

1°) - la CHAMBRE SYNDICALE DES ENTREPRENEURS DE NETTOYAGE  
DE LA REGION PARISIENNE, représentée par son Président, Monsieur  
Pierre HEROUARD,

d'une part,

2°) - le SYNDICAT UNIFIE DES FROTTEURS, NETTOYEURS,  
NETTOYEUSES DE LA REGION PARISIENNE, représenté par ses Secrétaires  
Généraux, Madame BAJOMEZ et Monsieur CAVE,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Vu la demande présentée par le SYNDICAT UNIFIE DES  
FROTTEURS, NETTOYEURS, NETTOYEUSES DE LA REGION PARISIENNE au cours  
de la réunion de la Commission Paritaire du 13 novembre 1957;

Vu la Convention Collective du 22 décembre 1955;

Vu l'annexe n° 1 à la Convention Collective du 22 décembre  
1955;

Vu l'accord du 20 juin 1956 (Annexe n° II)

Dans le désir et dans le but d'éviter un conflit de  
travail, les parties ARRESENT, d'UN COMMUN ACCORD, LES DISPOSITIONS  
SUIVANTES :

Article 1er - Vu l'accord intervenu le 13 NOVEMBRE 1957,  
les salaires garantis sont fixés, à compter du QUINZE NOVEMBRE MIL  
NEUF CENT CINQUANTE SEPT, à :



Fr 150 - pour les OUVRIERES NETTOYEUSES  
Fr 150 - " " OUVRIERS MANOEUVRES  
Fr 160 - " " DEPOUSSIEREURS  
Fr 180 - " " NETTOYEURS DE VERRES ET GLACES sauf trois plans  
Fr 180 - " " ouvriers utilisant des groupes MOTO-POMPES  
Fr 180 - " " FROTTEURS D'ENTRETIEN  
Fr 200 - " " NETTOYEURS DE VERRES ET GLACES trois plans, cordes, entablements  
Fr 200 - " " FROTTEURS ET NETTOYEURS DE VERRES ET GLACES mise en état.

Article 2 - Les primes sont portées à :

Fr 8 - pour le lavage  
Fr 8 - pour le travail sur escabeau  
Fr 5 - pour la surveillance d'un chantier de 3 à 9 femmes  
Fr 10 - pour la surveillance d'un chantier de 10 à 20 femmes  
Fr 15 - pour la surveillance d'un chantier au-dessus de 20 femmes.

Article 3 - Les travaux rémunérés à la "boutique" ou au forfait sont majorés de CINQ POUR CENT à dater du 15 NOVEMBRE 1957 à l'exception de ceux de même importance établis depuis le 1er JANVIER 1956 et de ceux ayant fait l'objet d'une majoration, soit par la majoration du nombre de boutiques ou de points affectés à un travail déterminé, soit par une majoration du taux de la boutique ou du point.

Article 4 - Les Employeurs s'engagent à appliquer les salaires déterminés au présent accord sans modifier la répartition des heures de travail telle qu'elle existait à la date du 14 NOVEMBRE 1957.

Article 5 - Le présent accord sera annexé à la Convention collective du 22 décembre 1955 sous la dénomination : "ANNEXE n° III à la Convention Collective du 22 décembre 1955".

FAIT à PARIS le QUATORZE NOVEMBRE MIL NEUF CENT CINQUANTE SEPT.

LE SYNDICAT UNIFIE DES FROTTEURS,  
NETTOYEURS, NETTOYEUSES DE LA  
REGION PARISIENNE

CHAMBRE SYNDICALE DES  
ENTREPRENEURS DE NETTOYAGE  
DE LA REGION PARISIENNE

Les Secrétaires Généraux :

Le Président :

Ch. CAVE

G. BAJOMEZ

Pierre HEROUARD.

--:--:--:--



12 MARS 1960

12/3/60  
N. Duda  
à donner  
D

23/2/60

Monsieur le ~~Président~~

- Un nommé Schütz le 23 Février  
et lui ai donné tous les renseignements  
d'ordre général sur le règlement de  
l'entretien des bureaux.
- A Schütz faire un projet de  
compte-rendu qui il m'en en-  
voie accord avant d'en remettre  
compte à mon administration.

V  
A

Votre bien dévoué  
Le Chef du Service Intérieur

*[Signature]*

DT<sup>8</sup>

|                        |                |
|------------------------|----------------|
| SOCIÉTÉ NATIONALE      |                |
| DES CHEMINS DE FER     |                |
| DIRECTION GÉNÉRALE     |                |
| 14 MARS 1960           |                |
| Dossier<br>D 734 / 127 | Pièce N°<br>79 |

*N. Druelle*

3 février

60

*D 734 / 127*

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 21 janvier et de vous faire connaître que c'est avec grand plaisir que nous vous documenterons sur le problème du nettoyage des bureaux administratifs.

L'Ingénieur de votre Service d'Entretien, M. SCHUTZ, voudra bien se présenter à M. DRUELLE, chargé du Service Intérieur de la Direction Générale de la S.N.C.F., qui lui donnera tous les détails d'organisation.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération très distinguée.

/ L'Inspecteur Général,

*Druelle*

Monsieur le Directeur  
Délégué des Houillères  
du Bassin de Lorraine,  
Groupe de PETITE-ROSSELLE

(Moselle)

-2 FEVR 1960

*Petite-Rosselle, le*  
(Moselle)

21 JANV 1960

**HOUILLÈRES  
DU BASSIN DE LORRAINE**

**GROUPE DE PETITE-ROSSELLE**

Etablissement public régi par la loi du 17 Mai 1946

T É L É G R A M M E S :  
HOUILLÈRES PETITE-ROSSELLE

T É L É P H O N E S :  
FORBACH 800 ET LA SUITE <sup>LUNES</sup> GROUPEES  
PETITE-ROSSELLE 42

C. C. P. STRASBOURG 797.70  
Reg. de Com. SARREGUEMINES 58 B 23

RÉPERTOIRE DES PRODUCTEURS N° 410 (MOSELLE)

REF. B/E 2866 Sch/AK/19

A rappeler dans la réponse

Monsieur le Directeur des Services  
d'Entretien de la S.N.C.F.  
88, rue St. Lazare

P A R I S 9ème

|  |                    |
|--|--------------------|
| SOCIÉTÉ NATIONALE<br>DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS |                    |
| DIRECTION GÉNÉRALE                               |                    |
| - 2 FÉV. 1960                                    |                    |
| Deser<br>D 734                                   | Pièce N°<br>127 18 |

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous faire connaître que nous serions très désireux de nous documenter sur la façon dont de grandes administrations ou sociétés telles que la vôtre ont résolu rationnellement le problème du nettoyage et de l'entretien de leurs bureaux administratifs.

A cet effet, nous vous prions de bien vouloir autoriser l'Ingénieur de notre Service Entretien, M. SCHUTZ, à visiter vos services chargés de ces travaux et à recueillir auprès d'eux des éléments d'information sur les solutions que vous avez adoptées.

Vous nous obligerez en nous précisant le nom de la personne avec laquelle il aurait à entrer en liaison pour l'organisation de détail de cette visite.

Avec nos remerciements anticipés, nous vous prions d'agréer,  
Monsieur le Directeur, l'expression de notre considération très distinguée.

HOUILLERES DU BASSIN DE LORRAINE  
GROUPE DE PETITE-ROSSELLE

Le Directeur Délégué